

La justice brésilienne s'attaque au linge sale du négoce suisse

Le 5 décembre 2018, le **Ministère public fédéral brésilien (MPF)** a **annoncé** le lancement de la 57ème phase de l'enquête Lava Jato, alias *Operação Sem Limites* (opération "Sans Limites"). Une dizaine de sociétés de négoce sont soupçonnées d'avoir mis en place des schémas corruptifs de grande ampleur afin d'obtenir de l'asphalte, du gazole et du fioul à prix réduit de la part de la société semi-étatique Petrobras.

Outre **Vitol**, **Glencore** et **Trafigura**, dont le rôle avait été révélé grâce à l'enquête des ONG **Public Eye** et **Global Witness** en novembre dernier, les documents judiciaires brésiliens révèlent que neuf autres sociétés sont également concernées par les investigations: **Mercuria**, **Asphaltos Trade SA**, **Arcadia**, **Chemium International Corp**, **Cockett Marine Oil**, **Oil Trade & Transport (OTT)**, **Chemoil**, **Aegean Marine Petroleum**, **OceanConnect Marine** et **World Fuel Services**.

Sur les 13 sociétés impliquées, 8 sont présentes à Genève.

Ces entreprises sont soupçonnées d'avoir versé des pots-de-vin pour un montant de 31 millions de dollars, entre 2009 et 2014, afin d'obtenir des prix plus avantageux que ceux du marché de la part de **Petrobras**. Les versements auraient transité par trois intermédiaires principaux: **Luiz Eduardo Loureiro Andrade**, **Carlos Henrique Nogueira Herz** et le suédois **Bo Hans Vilhelm Ljungberg** ([lire notre précédent article à son sujet](#)).

La négociation de ces pots-de-vin était appelée "*delta business*", en référence à la différence entre le montant des commissions versées et la valeur des contrats obtenus. Les participants étaient identifiés par des pseudonymes tels que *Batman*, *Flipper*, *Popeye* ou *Tiger*.

Voici le résumé des faits pour les entreprises concernées, tels qu'ils ressortent des documents judiciaires brésiliens.

– **Glencore**

Comme l'avait révélé l'enquête de Public Eye, les soupçons des enquêteurs brésiliens se concentrent sur le rôle joué par **Konstantinos Kotronakis**, le Consul honoraire de Grèce au Brésil, et son fils Georgios.

Les deux hommes auraient reçu un montant total de 2 millions de dollars de la part d'OceanConnect Marine, une filiale de Glencore, sur un compte au nom de **Seaview Shipbroking Ltd** chez **UBS** au Luxembourg.

Les enquêteurs brésiliens ont par ailleurs identifié une série de comptes (**Corson Assets**, **Dynamic Quality**, **Glenfir**, **Infosure**, **Jordan Investments Intl**, **Ludwig Bierhalter**, **Pacifics Group**, **Paris C/O Apolo Inc**, **Sea Horse Trading (China) Limited**, **Splendid Core Limited** et **Zhejiang By Products CO**) où ces fonds auraient ensuite été transférés, sans parvenir pour l'instant à identifier qui étaient le ou les bénéficiaires finaux.

– Trafigura

Les intermédiaires **Márcio Pinto de Magalhães**, un ancien employé de Petrobras devenu ensuite représentant de Trafigura au Brésil, et **Mariano Marcondes Ferraz**, **condamné** à 10 ans de prison pour corruption en mars dernier, sont au coeur des soupçons.

Tim Waters, un cadre de la société aux Etats-Unis, ainsi que **Claude Dauphin**, le fondateur de Trafigura décédé en 2015, auraient également été au courant des agissements illégaux de la société.

– Vitol

L'américano-vénézuélien **Antônio Maaraqui**, responsable du trading pour la zone Amérique Latine & Caraïbes et le trader **Hernan Scolari** sont ciblés. Là encore, **Miguel Angel Loya**, le PDG de Vitol, aurait été au courant du système mis en place par ses employés. A noter que Cockett Marine Oil et **Sargeant Marine** (deux sociétés dont Vitol détient 50% du capital) sont également soupçonnées de corruption dans cette affaire.

– Chemium International Corporation

Pour la firme texane Chemium International Corporation, qui dispose d'une filiale à Genève, c'est le français **Thomas Claude Holzmann**, son directeur, qui est visé par l'enquête brésilienne. Chemium aurait, entre autres, versé des pots-de-vin sur un compte au **Credit Suisse** au nom de la société offshore **Burrow Trade**.

– Mercuria et Asphaltos Trade SA

Les sociétés suisses Mercuria et Asphaltos Trade SA, toutes deux basées à Genève, sont également mentionnées dans les documents brésiliens.

Asphaltos Trade aurait ainsi versé, depuis son compte à la BNP, un pot-de-vin de 200'000 dollars au cadre de Petrobras **Carlos Barbosa**, sur un compte chez **Julius Baer** au nom de la société offshore **Coverwood Investments SA**, incorporée au Panama.

C'est **Claudio Francis Hirsch** qui aurait servi d'intermédiaire. Il était alors le représentant d'Asphaltos Trade au Brésil, par le biais de sa société **Logitrade Servicos e Comercio Exterior LTDA**.

L'homme aurait également servi d'intermédiaire à Mercuria pour le versement de commissions, via sa filiale brésilienne: **Flamma Oleos e Derivados LTDA**. **Marcelo Carsalade**, directeur du trading pour la zone Amérique Latine chez Mercuria, est également soupçonné.

Eduardo Paulino Innecco, un représentant de Mercuria Energy Group, Chemoil et OTT, est également soupçonné.

– Arcadia et Oil Trade & Transport

L'enquête brésilienne s'intéresse à deux frères: **Gary Oztemel**, travaillant chez OTT, et **Glenn Oztemel**, managing director chez Arcadia. Leur père, **Ara Oztemel**, avait bâti sa fortune sur le commerce de minerais entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique durant la guerre froide.

Les ONGs Public Eye et Global Witness ont demandé aux autorités judiciaires américaines, britanniques et suisses d'ouvrir à leur tour des enquêtes contre les sociétés visées par la justice brésilienne.

Contacté par Gotham City, le **Ministère public de la Confédération (MPC)** dit avoir "*pris note*" des articles de presse en lien avec l'affaire et indique n'avoir ouvert aucune procédure à ce stade.